

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 13 de la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., c. M-15), le ministre peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, en vue de l'exécution de ses fonctions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et du ministre de l'Éducation :

QUE l'Entente de coopération dans les domaines de l'éducation et de la formation entre le gouvernement du Québec et l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie, signée à Québec les 8 et 14 avril 2003, dont le texte est joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit entérinée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41302

Gouvernement du Québec

Décret 1027-2003, 24 septembre 2003

CONCERNANT le versement à la Commission de la capitale nationale du Québec d'une subvention pour pourvoir à ses obligations pour l'exercice financier 2003-2004

ATTENDU QUE la Commission de la capitale nationale du Québec a été instituée par l'article 1 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale (L.R.Q., c. C-33.1);

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 3^o de l'article 21 de cette loi, le gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, accorder à la Commission une subvention pour pourvoir à ses obligations;

ATTENDU QU'il y a lieu que la Commission verse, pour l'exercice financier 2003-2004, une subvention de 4 760 000 \$ à la Ville de Québec pour ses fonctions de capitale nationale;

ATTENDU QU'une avance de 3 897 700 \$ a déjà été autorisée en vertu des dispositions de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01);

ATTENDU QU'il y a lieu de donner effet aux dispositions précitées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale :

QUE soit accordée à la Commission de la capitale nationale du Québec une subvention de 16 416 300 \$ pour l'exercice financier 2003-2004, étant entendu qu'une avance au montant de 3 897 700 \$ lui a déjà été versée pour cet exercice financier;

QUE le montant résiduel de 12 518 600 \$, pris à même les crédits du programme 05, élément 02 du portefeuille Ressources naturelles, Faune et Parcs, soit versé au plus tard dans les vingt jours suivant l'adoption du présent décret;

QU'un montant représentant 25 % de la subvention autorisée en 2003-2004 soit versé au début de l'exercice financier 2004-2005 à titre d'avance sur la subvention, sous réserve des disponibilités budgétaires requises.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41303

Gouvernement du Québec

Décret 1028-2003, 24 septembre 2003

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables des Mines et de l'Énergie à Halifax, du 28 au 30 septembre 2003

ATTENDU QU'une Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables des Mines et de l'Énergie se tiendra à Halifax, du 28 au 30 septembre 2003;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones :

QUE le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, monsieur Sam Hamad, dirige la délégation québécoise à la Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables des Mines et de l'Énergie à Halifax, du 28 au 30 septembre 2003;

QUE la délégation québécoise soit composée, outre le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, de :

— madame Nancy Charest, députée de Matane et adjointe parlementaire au ministre des Finances;

— monsieur Jean-Louis Caty, sous-ministre associé aux Mines du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs;

— monsieur Mario Bouchard, sous-ministre associé à l'Énergie et aux Changements climatiques du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs;

— monsieur Jean-Guy Léger, chef du service des relations intergouvernementales du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs;

— madame Claire Robitaille, conseillère au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de la délégation soit d'exposer la position du Québec, conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41304

Gouvernement du Québec

Décret 1029-2003, 24 septembre 2003

CONCERNANT un Accord de coopération à l'égard de l'élaboration d'une stratégie pancanadienne du diamant entre le gouvernement du Québec et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

ATTENDU QUE lors de leur conférence annuelle, tenue à Charlottetown les 9, 10 et 11 juillet 2003, les premiers ministres des provinces et des territoires ont demandé aux ministres responsables des Mines d'élaborer un plan d'action en vue d'établir une stratégie pancanadienne du diamant qui maximisera les retombées pour les Canadiens à toutes les étapes de l'industrie émergente du diamant et de leur faire rapport;

ATTENDU QUE les premiers ministres du Québec et des Territoires du Nord-Ouest ont demandé à leurs ministres responsables des Mines d'assurer le leadership de l'élaboration, par les provinces et les territoires, de ce plan d'action;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest souhaitent coopérer en matière de formation et de développement de la main-d'œuvre spécialisée dans la taille et le polissage du diamant au Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec est intéressé à conclure un accord avec les Territoires du Nord-Ouest afin de traduire cette volonté de coopération;

ATTENDU QUE cet accord de coopération constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), introduit par l'article 3 du chapitre 60 des lois de 2002 et modifié par l'article 33 du chapitre 75 des lois de 2002;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 60 des lois de 2002, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 16 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., c. M-25.2), le ministre peut, conformément à la loi et avec l'autorisation du gouvernement, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de la présente loi ou d'une loi dont l'application relève de lui;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones :

QUE l'Accord de coopération à l'égard de l'élaboration d'une stratégie pancanadienne entre le gouvernement du Québec et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, dont le texte sera substantiellement conforme au texte annexé à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvé;